

LCO / CDO

LIAISON

SUIVEZ-NOUS SUR

TWITTER!

FSuivez la directrice exécutive Patricia Hughes au

@phugheslco pour les plus récentes nouvelles sur les projets, activités et événements de la CDO, et plus encore.

IAN HOLLOWAY

PASSE À L'OUEST



Ian Holloway

Félicitations à Ian Holloway, membre du Conseil des gouverneurs de la LCO. Doyen de la faculté de droit de l'Université Western Ontario depuis 2000, M. Holloway passe à l'ouest à titre de nouveau doyen de l'Université de Calgary. Restez à l'affût pour savoir qui sera son successeur à titre de représentant des doyens des facultés de droit au Conseil.

Message de la directrice exécutive



La CDO étend ses activités! Parallèlement à nos projets en cours, nous élaborons actuellement des modules conçus pour sensibiliser tous les étudiants en droit aux questions relatives à la violence envers les femmes. Nous comptons sur les professeurs des facultés de droit, les juges, les fournisseurs de services, les étudiants et

d'autres intervenants pour nous assurer de nous adapter à l'Ontario pluraliste d'aujourd'hui. Suite à l'intérieur.

Nos recherches s'étendent toujours à d'autres territoires. Comme le dit Stefan Kok dans notre article sur le projet sur la loi et la famille, les problèmes auxquels fait face l'Ontario ne sont pas propres à cette province. Nous sommes chanceux de pouvoir compter sur les connaissances de Stefan, le responsable du projet sur la loi et la famille, qui connaît bien la situation en Europe, et sur celles de Julia Rendell, notre étudiante chercheuse de deuxième cycle, qui a travaillé pendant quatre ans à la Commission du droit de la Nouvelle-Zélande.

Nous ne nous reposerons pas cet été. J'éprouve beaucoup d'admiration envers les membres du personnel de la CDO qui font un travail remarquable et de grande qualité et prêtent une oreille attentive aux personnes touchées par nos projets. Vous constaterez le fruit de leurs efforts en consultant les nombreux documents que nous publierons au cours de l'été et de l'automne dans le cadre de chacun de nos projets. Pour en apprendre davantage, consultez le site www.lco-cdo.org.

Vous pouvez également suivre les activités de la CDO sur Twitter au @phugheslco. J'ai particulièrement hâte de publier mes commentaires sur Twitter à partir de Hong Kong à l'occasion d'une conférence qui se déroulera là-bas en septembre. Plus de détails sur cette expérience « d'extension » dans notre numéro d'automne!

Je vous souhaite à tous un merveilleux été!

Patricia Hughes

Dans ce numéro . . .

- Leçons du bout du monde
- Faire respecter les droits des travailleurs
- Nouvelle initiative de la CDO



Penser à l'échelle mondiale,

Les défis liés au droit de la famille ne sont pas exclusifs à l'Ontario

Le nouvel avocat-chercheur de la CDO garde un œil sur le monde dans le cadre de son travail pour la réforme du droit et l'amélioration de l'accès des familles ontariennes à la justice. Anciennement analyste stratégique et fonctionnaire chargé des politiques au Dutch Council for Refugees, Stefan Kok est d'avis que plusieurs des défis que doit relever l'Ontario en droit de la famille sont également le lot d'autres territoires en Amérique du Nord et outre-mer. À titre de nouveau responsable du projet de réforme du droit de la famille, il prévoit tirer profit de son expérience en matière de protection des réfugiés.

« Les grandes problématiques sont passablement similaires, indique M. Kok. Personne ne désire devenir un réfugié ou entretenir de mauvaises relations familiales. Ces situations comportent des questions complexes et chargées d'émotivité qui nécessitent des solutions originales. »

En septembre, la Commission a rendu publics les résultats des consultations qui ont fait ressortir les réalités vécues par certains particuliers et travailleurs, dont

Un travail constructif pour l'avocat résident de la CDO

D'ici un an, Mohan Sharma espère pouvoir dire qu'il a joué un rôle positif pour les habitants de l'Ontario. À titre de nouvel avocat résident détaché auprès de la CDO et responsable du projet sur les travailleurs vulnérables, il consacre de nombreux efforts pour atteindre son but.

M. Sharma s'est joint à la Commission l'automne dernier, en détachement du Cabinet du juge en chef de la Cour supérieure de justice. Il prévoit rencontrer plus de 40 groupes représentant des syndicats, des employeurs, des travailleurs, des groupes communautaires, le gouvernement et le milieu universitaire pour obtenir leur point de vue sur les difficultés vécues par les Ontariens occupant un emploi temporaire, à temps partiel, mal rémunéré ou précaire.

« Peu de territoires se sont attaqués à ce problème, explique M. Sharma. L'Ontario dispose d'une excellente occasion de jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. »

La CDO prévoit publier un rapport intermédiaire d'ici la fin de l'année, lequel sera suivi des recommandations finales au printemps 2012.

La CDO élabore des modules éducatifs

La Commission du droit de l'Ontario entreprend une nouvelle initiative pour améliorer l'efficacité de la pratique du droit. Grâce à une aide financière de la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario, la CDO met sur pied des modules portant sur la violence faite aux femmes à l'intention des programmes des facultés de droit. Ces modules, qui seront disponibles dans toutes les facultés de droit de l'Ontario, pourraient être intégrés aux cours déjà offerts, être regroupés pour former un cours complet ou être offerts en tant que programme intensif indépendant.

« Notre objectif consiste à faire en sorte que tous les étudiants en droit, et pas seulement ceux qui se destinent à la pratique du droit familial, criminel ou de la responsabilité délictuelle, apprennent à faire face à ces enjeux et à travailler avec les clients qui ont subi de la violence », indique Patricia Hughes, directrice exécutive de la CDO.

Les modules, qui seront mis sur pied et testés en vue d'un lancement en septembre 2012, pourraient traiter de sujets allant de l'identification des cas et des clients à risque aux méthodes pour inspirer confiance.

« Il s'agit d'une question de professionnalisme », soutient Martha Jackman, titulaire de la Chaire Shirley E. Greenberg pour les femmes et la profession juridique. « Nous sommes trop souvent enclins à nous pencher sur des questions de politiques juridiques sous-jacentes en oubliant que les avocats sont des fournisseurs de services. Tous les fournisseurs de services juridiques devraient avoir une formation sur cet enjeu. »

La CDO a retenu les services de Pamela Cross, une consultante spécialisée dans la violence envers les femmes qui possède de l'expérience en matière d'élaboration de programmes scolaires liés au droit. Elle dirigera cette initiative en collaboration avec un groupe formé d'universitaires, juges, avocats, fournisseurs de services, policiers et étudiants.

agir à l'échelle provinciale

les travailleurs sociaux, avocats et conseillers. S'appuyant sur les consultations publiques et les résultats de deux études exécutées sur commande, Kok prépare actuellement un rapport provisoire qui abordera les améliorations qui pourraient être apportées au système de services de justice à la famille.

« Nous mettons l'accent sur les points d'accès au système de justice familiale : centres communautaires juridiques, cours de justice, Internet et autres endroits où les gens vont chercher de l'information, explique M. Kok. Ce rapport examinera de quelle façon nous pourrions proposer de meilleures informations et des avenues pratiques menant à des solutions. »

M. Kok étudie également de quelle façon l'Ontario pourrait apprendre des autres territoires : « La plupart des territoires entreprennent un examen exhaustif de leur système de justice familiale tous les 10 à 15 ans, poursuit-il. Notre défi consiste à identifier les mesures efficaces et à les intégrer de façon cohérente dans notre système. »

Le rapport provisoire de la CDO sur le droit de la famille sera publié cet été pour qu'on puisse y apporter des commentaires; les recommandations sont prévues pour 2012.



Stefan Kok



Julia Rendell, deuxième du droit, travaillera cet été en compagnie des étudiants de premier cycle (de g. à d.) Jerri Phillips, de l'Université Queen's, Michael Da Silva, de l'Université de Toronto, et Safina Lalani, de la faculté de droit d'Osgoode. Les autres dans la photo sont Patricia Hughes, directrice exécutive et Lauren Bates, avocate-conseil.



En direct de la Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande est peut-être au bout du monde, mais Julia Rendell se sent chez elle à la CDO, qui l'a embauchée avec trois autres étudiants pour y travailler cet été. Mme Rendell a obtenu son diplôme de premier cycle en droit à l'Université Victoria de Wellington et a travaillé quatre ans à titre de conseillère juridique en matière de politiques à la Commission du droit de la Nouvelle-Zélande, avant de déménager en Ontario cet automne pour entreprendre des études de deuxième cycle en droit à l'Université de Toronto. Dans le cadre de sa recherche, elle compare la déclaration des droits de la Nouvelle-Zélande à la Charte canadienne des droits et libertés.

« Le Canada est un territoire similaire à la Nouvelle-Zélande; nous effectuons souvent des comparaisons avec le Canada », déclare Mme Rendell.

Mme Rendell espère que ces similitudes l'aideront au cours de son mandat de quatre mois avec la CDO : « Le droit constitutionnel, le droit de la famille et les lois touchant les peuples autochtones sont des enjeux communs à ces deux pays et à leurs commissions du droit. »

« Ce poste était fait pour moi, poursuit l'étudiante. J'espère que nous pourrons apprendre les uns des autres. »

La Commission du droit de l'Ontario tient à remercier ses partenaires financiers :

 **The Law Foundation of Ontario**
Building a better foundation for justice in Ontario

 **Ontario**

 **The Law Society of Upper Canada**

 **OSGOODE**
OSGOODE HALL LAW SCHOOL
YORK UNIVERSITY

COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO
276 York Lanes, York University
4700 Keele Street
Toronto, ON, Canada
M3J 1P3
Tél. : 416-650-8406
Sans frais : 1-866-950-8406
TTY: 416-650-8082
lawcommission@lco-cdo.org
www.lco-cdo.org

Et les facultés de droit suivantes pour leur soutien :
Université Queen's, Université d'Ottawa (Sections de common law et de droit civil), Université de Toronto, Université Western Ontario et Université de Windsor.